

numéro spécial

6 JANVIER 2010

soirée  
Palestine  
solidarité

GAZA  
UN AN

et maintenant?

Un an après l'opération « plomb durci » qui fit, à Gaza, 1400 victimes palestiniennes dont une majorité de civils, le PCF a organisé une soirée de solidarité à la fois pour marquer le premier anniversaire de cette guerre d'Israël contre le peuple palestinien et pour faire le point sur la question de Palestine, pour analyser la situation actuelle et réfléchir au nouveau chemin à prendre afin de revenir à un véritable processus de négociations pour la justice et la paix dans l'application des résolutions de l'ONU.

Cette soirée a montré dans quelle période décisive nous sommes aujourd'hui. Il y a un avant et un après Gaza, cette page dramatique marquante de l'histoire du conflit du Proche-Orient, si bien décrite et caractérisée par le Rapport Goldstone dont les recommandations ont été approuvées par l'Assemblée générale de l'ONU.

L'exigence est à une refondation du cadre et des moyens d'une solution politique, à une définition des sanctions nécessaires, au refus de l'impunité qui a bénéficié jusqu'ici à Israël... et du rappel de l'objectif essentiel : l'édification d'un État palestinien indépendant, à côté de l'État d'Israël, dans les frontières d'avant juin 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale, avec le respect du principe du droit au retour des réfugiés, avec la libération de l'ensemble des prisonniers dont Marwan Barghouti et Salah Hammouri. On regrette d'ailleurs que la négociation sur le cas de Guilat Shalit n'ait pas pu aboutir à un progrès réel sur ce dossier sensible.

Vous trouverez dans ce numéro spécial le texte des interventions de Marie-George Buffet et Pierre Laurent.

Jacques Fath, responsable des Relations internationales

UNE SOIRÉE MARQUANTE, SURTOUT PAR SON CONTENU, DANS UNE PÉRIODE DÉCISIVE POUR L'AVENIR

### INTERVENANTS

Sous la présidence de **Marie-George Buffet**

**Esther Benbassa**

historienne du judaïsme, auteure de nombreux ouvrages dont *Être juif après Gaza*, 2009

**Stéphane Hessel**

ambassadeur de France, un des principaux auteurs de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme de 1948, auteur de nombreux ouvrages dont *Citoyen sans frontières*, 2008

**Bernard Ravenel**

président de la Plateforme des ONG pour la Palestine

**Safwat Ibraghith**

conseiller et chargé d'affaires à la représentation de l'Autorité palestinienne en France

**Pierre Laurent**, coordinateur national du PCF

### FILM

**Gaza-strophe** : Samir Abdallah et Khéridine Mabrouk  
www.gaza-strophe.com

**Esther Benbassa**

*Israël, la terre et le sacré*, Paris, Flammarion, coll. Champs, 2001

*Être juif après Gaza*, édition du CNRS

*La République face à ses minorités. Les juifs hier, les musulmans aujourd'hui*, édition des 1001 nuits

*Juifs et musulmans. Une histoire partagée, un dialogue à construire*, Paris, édition La Découverte, 2006 (avec J.C. Attias)

*Dictionnaire des mondes juifs*, Paris, Larousse, coll. À présent, (avec J.C. Attias) 2008.

*Le Juif et l'Autre*, Gordes, Le Relié, 2001

**Stéphane Hessel**

*Danse avec le siècle*, autobiographie, Seuil, 1997

*Dix pas dans le nouveau siècle*, Seuil, 2002

*Ô ma mémoire, la poésie, ma nécessité*, 88 poèmes commentés, Seuil, 2006

*Citoyen sans frontières*, conversations avec Jean-Michel Helvig, Fayard, 2008

*Israël, Palestine. vérités sur un conflit*, Alain Gresh, Fayard, Paris, 2007

*Ne t'excuse pas*, Mahmoud Darwich, Actes Sud, Arles, 2006

*La Palestine comme métaphore*, Mahmoud Darwich, Simone Bitton et Elias Sanbar, Sindbad/Actes Sud, 1997

### LIBRAIRIE LIBRALIRE

*Les 100 clés du Proche-Orient*, Alain Gresh et Dominique Vidal, Hachette Pluriel, Paris, 2003

*Les Palestiniens. Genèse d'une nation*. Xavier Baron, Seuil, coll. « Points histoire »

*Comment Israël expulsa les Palestiniens, 1947-1949*, Dominique Vidal avec Sébastien Boussois, L'Atelier, Ivry sur Seine, 2007

*Un mur en Palestine*, René Backmann, Fayard

*Le grand aveuglement : Israël et l'irrésistible ascension de l'islam radical*, Charles Enderlin, A. Michel

*Le Proche orient éclaté : 1956-2007*, Georges Corn, Poche

*Vers la 4ème Guerre mondiale?* Pascale Boniface, A. Colin

*Abattre les murs*, Bassma Kodmani, Lina Levi, coll. Opinion, Paris, 2008

*Liban mon amour*, Jacques Beauchard, éditions de l'Aube, la Tour d'Aigues, 2007

*Qui veut détruire le Liban?* Béatrice Patrie et Emmanuel Espanol, Actes Sud, Arles, 2007

*La Syrie au présent. Reflets d'une société*. Baudouin Dupret, Zouhair Ghazzal, Youssef Courbage et Mohammed Al-Dbiyat (sous la dir. de), Actes Sud, Arles, 2007

## INTRODUCTION

### Marie-George Buffet

Chers amis, Chers camarades,

Merci à toutes et à tous d'être venus participer à cette initiative.

Je veux tout d'abord saluer chaleureusement la présence, avec nous, de plusieurs personnalités: Hind Khoury, Esther Benbassa, Stéphane Hessel, Bernard Ravenel. Nous connaissons et apprécions leur voix et leur engagement en faveur de la paix, de la justice et du droit au Proche-Orient. En votre nom à toutes et à tous, je veux les remercier d'avoir bien voulu participer à cette soirée de solidarité, un an après Gaza.

Bien sûr, les images que vous venez de voir dans ce court extrait du film « Gaza-strophe, le jour d'après », parlent d'elles-mêmes.

Ce sont des images fortes qui rappellent l'émotion suscitée par l'agression israélienne contre le peuple palestinien à Gaza. Et ce sont des images qui ont un sens.

Maintenant, il faut aller au-delà de l'émotion, même si l'indignation n'est jamais dénuée de signification politique.

Nous avons décidé d'organiser cette soirée pour plusieurs raisons.

D'abord, il fallait, et nous le voulions, marquer l'anniversaire -si j'ose employer ce mot généralement lié à des événements beaucoup moins dramatiques- de Gaza, un an après. Si les bombardements ont fini par cesser, le blocus, lui, a continué. Les organisations françaises de Droits de l'Homme ont souligné fin décembre que seulement 41 camions de matériaux de construction ont été autorisés à entrer à Gaza depuis janvier 2009 ! Maisons, écoles, hôpitaux, réseaux d'assainissement.. ne peuvent être reconstruits...Nous sommes là dans l'intolérable.

Vous le savez, de nombreux responsables de notre parti, des élus se sont rendus à Gaza il y a un an, dès la fin des bombardements, pour constater, écouter, prendre toutes les mesures de l'horreur humaine et politique que cette agression a représenté. Et pour pouvoir témoigner ensuite. C'est ce qui a été fait de multiples manières et notamment au cours de débats ou meetings dans de nombreuses villes de France. Avec la participation ou la présence des forces politiques sociales, des associations, de toutes celles et ceux qui ont alors contribué aux grandes mobilisations populaires de solidarité. Et L'Humanité y a pris toute sa part.

C'est aussi pour marquer cet anniversaire qu'une marche internationale, initiée par des progressistes des États-Unis, s'était donné comme objectif de traverser Gaza en passant par Le Caire puis Rafah. Cette «Gaza Freedom March» a rassemblé de façon symbolique 1400 participants de 43 pays dont quelques centaines de Français.

La complexité de la situation politique et surtout la volonté israélienne de maintenir le peuple de Gaza dans



une prison à ciel ouvert n'a pas permis d'atteindre tous les objectifs. Mais l'exigence de la levée du blocus de Gaza a été exprimée avec force. C'était essentiel. La presse et même certains médias (très relativement) en ont témoigné. Nous y avons contribué en participant activement, à Paris, aux délégations auprès de l'Ambassade d'Égypte afin d'obtenir les autorisations de passage nécessaires et auprès du Ministère français des Affaires étrangères qui a été interpellé avec responsabilité et avec force par plusieurs délégations unitaires.

Le mouvement de solidarité français a ainsi joué un rôle important, en particulier le Collectif national unitaire « Pour une paix juste entre Palestiniens et Israéliens » (auquel notre parti participe, évidemment).

Dans le cadre de cette initiative internationale une manifestation de plusieurs milliers de personnes s'est déroulée en Israël, à Tel Aviv, à l'appel d'une coalition d'organisations dont le Parti communiste, Gush Shalom, la Coalition des Femmes pour la paix...

Je saisis cette opportunité pour rappeler à quel point est importante la solidarité avec les progressistes israéliens, avec les anti-colonialistes, avec ceux qui participent, en commun avec des Palestiniens, à ce que l'on appelle la « résistance non-violente » à Bilin et ailleurs.

Cette solidarité est politiquement indispensable. Elle est d'autant plus nécessaire maintenant que différentes formes de répression, d'agression ou d'interdiction frappent celles et ceux qui agissent pour la paix et la justice en Israël et qui ont le courage de s'inscrire dans une critique déterminée de la politique d'occupation et de colonisation d'un gouvernement où la droite et l'extrême droite, avec les travaillistes, font prendre à la politique israélienne un cours de plus en plus préoccupant.

J'ai d'ailleurs appris avec émotion, il y a quelques jours, que le maire de Nazareth, notre ami Ramez Jeraisi, a été

agressé. Une grenade a été lancée contre son domicile. Un garde a été blessé.

Un message a été envoyé immédiatement au Parti communiste israélien pour Ramez Jeraisi. Je lui renouvelle ici toute ma solidarité ainsi qu'aux élus communistes de Nazareth.

Cet attentat, heureusement, n'a pas eu de conséquence irrémédiable. Il révèle, cependant, le climat de tension et d'agressivité ultra-nationaliste en Israël après tant d'années où les autorités de ce pays ont tout fait pour refuser toute négociation et tout accord, enterrer le processus de paix, continuer l'occupation et la répression afin de poursuivre la politique d'annexion des terres palestiniennes. Cette politique a conduit à une situation complètement nouvelle et à une crise existentielle du processus de paix, arrêté, de fait, depuis plusieurs années.

Il nous faut prendre la mesure de cette situation. C'est une des raisons de cette initiative.

Nous avons, effectivement, une responsabilité, celle de contribuer à reconstruire un espoir. Il nous faut montrer qu'un chemin vers la paix existe bel et bien. Que c'est malgré tout possible.

Tout ne dépend pas de nous et de la solidarité internationale, évidemment, mais nous avons un rôle à jouer. Et cette solidarité doit être la plus large possible.

Pierre présentera tout à l'heure l'analyse qui est la nôtre et il donnera davantage d'idées et de propositions que je ne puis le faire dans cette courte introduction à notre soirée. Je veux simplement faire quelques remarques et rappeler quelques principes incontournables dans cette situation inédite et grave.

Il faut retrouver d'urgence le chemin d'un règlement politique négocié, sur la base des résolutions des Nations unies qui doivent être appliquées. Une solution doit pouvoir s'imposer dans le respect de la justice et du droit, et dans la garantie d'une sécurité partagée. Une solution en deux États, ce qui signifie l'édification d'un État palestinien indépendant à côté de l'État d'Israël. Une telle solution est la seule possible pour assurer durablement une situation de paix et de co-existence, et même de coopération pour l'avenir.

Je crois absolument indispensable de rappeler cela. Je crois indispensable de marteler l'idée qu'il n'y aura pas de paix sans justice pour le peuple palestinien.

Mais comment reconstruire un chemin politique pour y parvenir?

Nous devons faire de la question de Palestine une question permanente du débat politique général et quotidien. Il faut multiplier les échanges et les dialogues. Aller en Palestine et en Israël. Recevoir des Palestiniens et des Israéliens dans l'esprit de la solidarité et d'une solution juste. Je veux à ce propos saluer ce qui a été entrepris par l'ANECR et par Fernand Tuil et son association de jumelages.

Dans l'ensemble des multiples interventions ou initiatives que nous devons prendre, par nous-mêmes et dans l'unité, il y en a une sur laquelle je veux insister parce

qu'elle prend des formes nouvelles. C'est la question des sanctions.

Nous sommes arrivés à un point de crise et d'impasse rarement atteint dans l'histoire du conflit du Proche-Orient. La violence guerrière d'Israël a franchi des limites consternante. Je pense aux bombardements sur Gaza en 2009, à l'agression contre le Liban en 2006, mais cette guerre a commencé en fait au début des années 2000.

Cette violence et un mépris systématique pour le droit international posent avec force le problème de la crédibilité de l'action internationale, en particulier de l'attitude des États. On ne peut plus tolérer ce défi permanent à ce qu'on appelle la « Communauté internationale » et au droit qu'elle s'est donné.

La France, les Européens ne peuvent plus se contenter d'accepter une telle situation tout en continuant à s'en remettre à l'administration américaine et à s'abstenir de toute initiative positive. Il ne suffit pas de répéter sans cesse – et sans aucun résultat ! – que Palestiniens et Israéliens doivent négocier... sauf à accepter l'idée d'une démission choquante et durable de ses propres responsabilités.

Il est donc nécessaire de contraindre Israël à l'application du droit par des mesures de sanction -on dit aujourd'hui boycott, désinvestissement et sanctions. Ces sanctions doivent être entièrement tournées contre la colonisation car c'est la colonisation qui constitue le fond du problème. C'est la colonisation qui pose la question de Palestine, de l'exigence d'une Palestine libre et souveraine à côté de l'État d'Israël, comme condition d'une paix dans la justice. Car c'est bien pour la paix et pour la justice que nous agissons. Pour tous les peuples de la région et naturellement pour le peuple palestinien et pour la réalisation de ses droits nationaux.

Voilà, chers amis et camarades, les quelques mots rapides que je tenais à vous dire en introduction à cette soirée de solidarité.



## INTERVENTION DE Pierre Laurent coordinateur national du PCF

Chers ami-e-s, chers-ères camarades,

Après nos invités, que je tiens à remercier vivement, je voudrais vous dire quelques mots en soulignant pourquoi il est à nos yeux très important aujourd'hui, un an après le crime de Gaza, de faire le point, malheureusement toujours aussi dramatique, et de revisiter cette situation, notre analyse, de redonner une cohérence à notre approche politique.

Gaza a été un tournant, j'y reviendrais. Un tournant sanglant et dramatique auquel les dirigeants européens, les dirigeants de notre pays ont assisté avec une coupable complaisance. Nous sommes fiers d'avoir été de ceux qui alors ont crié à l'intolérable de ce qui était en train de se passer.

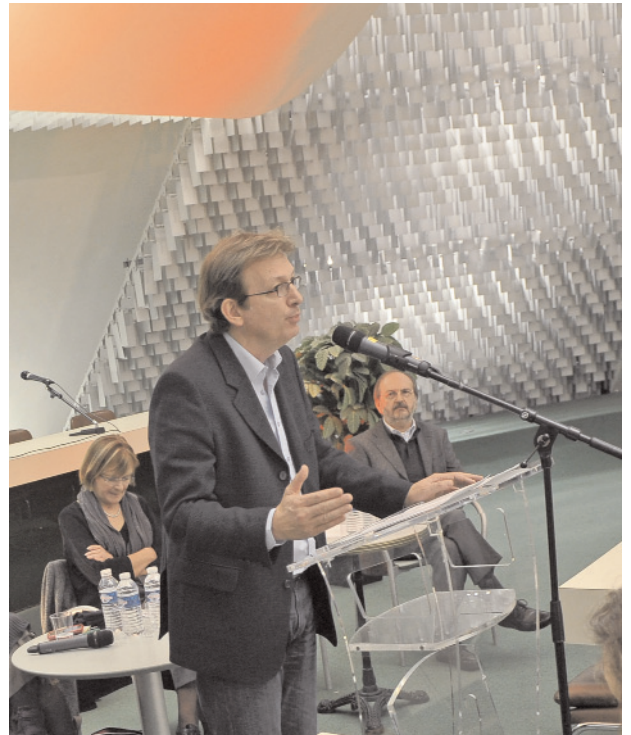
Avant d'y revenir, une remarque, d'abord. Vous savez comme les mots sont importants. C'est parce qu'ils le sont vraiment que j'emploie la formule: question de Palestine. Bien sûr, on peut parler du «conflit du Proche-Orient». Il y a, en effet, une réalité conflictuelle régionale évidente et forte. Toutes les crises du Proche-Orient sont liées d'une façon ou d'une autre, et pour le monde arabe – en tous les cas pour les peuples arabes, en général – la cause palestinienne est de façon indissociable une cause arabe, une question qui s'inscrit dans l'histoire compliquée du Proche-Orient, de la décolonisation et des dominations qui s'y exercent. Mais dans ce conflit central du Proche-Orient, il n'y a pas deux protagonistes d'égale responsabilité: il y a un occupant et un occupé. Il y a un colonisateur et un colonisé. Il y a un État qui bafoue le droit et un peuple dont les droits sont bafoués. Les mots sont importants parce qu'ils traduisent la vie et, en l'occurrence, le combat d'un peuple pour ses droits nationaux.

L'issue de ce conflit ne pourra, ne devra donc jamais être le résultat d'un simple bras de fer pour des concessions réciproques. L'issue devra d'abord être le résultat de l'application du droit pour l'édification, à côté de l'État d'Israël, d'un État palestinien indépendant, dans les frontières de 1967 avec Jérusalem-Est pour capitale, avec le principe du droit au retour pour les réfugiés, avec la libération des 11 000 prisonniers palestiniens sans oublier ni Marwan Barghouti, ni Salah Hammouri, ni le soldat israélien Guilat Shalit...

C'est bien la question de Palestine qui est au centre. Il faut qu'une Palestine souveraine, libre, unie et démocratique existe pour que la paix, mais aussi la sécurité, s'installent durablement. Cela s'appelle la justice. Tout simplement la justice.

Quelle est la situation?

À l'évidence, le Proche-Orient vit actuellement une situation de crise et d'impasse politique dramatique. Au point où des interrogations surgissent sur des questions essentielles: faut-il une solution avec deux États ou un seul? Faut-il dissoudre l'Autorité palestinienne? Faut-il



continuer à espérer dans un règlement politique négocié? Faut-il proclamer unilatéralement la création d'un État palestinien?

Ces interrogations ne viennent pas par hasard. Il est normal qu'elles apparaissent dans ce grave contexte de crise. Chacun peut y répondre en fonction de ses responsabilités. N'ayons pas peur du débat de fond. D'ailleurs, c'est surtout parmi les Palestiniens que se posent ces questions. Les dirigeants israéliens et les colons, eux, ont des réponses bien assurées...

Alors, pourquoi ce contexte de crise?

Une page a été tournée. Il faut en tirer les conséquences. La mort du processus de paix est maintenant un fait acté. La poursuite de la colonisation a tué Oslo. Les agressions israéliennes à Gaza en 2009, au Liban en 2006 et celles qui ont précédé depuis le début des années 2000, par exemple à Jénine en 2002, ont été conçues pour enterrer une logique de négociation.

La brutalité de l'occupation et l'absence de perspective ont exacerbé les tensions et provoqué une profonde division au sein du peuple palestinien, contre tout le travail patient et déterminé d'unité nationale qui fut celui de Yasser Arafat.

Dans ces conditions, c'est jusqu'à la possibilité même d'un État palestinien qui est en question, avec les faits accomplis de la colonisation, du mur d'annexion, des pratiques permanentes administratives et militaires de dépossession, d'expulsion, de destruction des maisons et des cultures...

C'est cette politique-là qu'il faut arrêter et inverser pour redonner aux Palestiniens leur terre et leurs droits.

Je veux dire ici le caractère de plus en plus insupportable et désormais indécent des lénifiants discours des officiels français et européens qui consiste à dire: il faut

reprenre les négociations afin d'aboutir à une solution, comme si rien de ce qui se passait pour enterrer toute perspective n'existait. Bernard Kouchner en est coutumier. L'Ambassadeur français Pierre Duquesne, chargé du suivi de la conférence des donateurs, dit même que l'aide financière des Européens et les réformes engagées par l'Autorité palestinienne font que nous serions dans « un cercle vertueux »... Et que penser des vœux de Nicolas Sarkozy, qui ont ignoré les questions internationales, notamment celle de la Palestine.

Certes, l'aide financière, notamment européenne (qui est importante), est une contribution décisive au fonctionnement de l'Autorité palestinienne et de son administration. Mais on ne peut accepter un discours d'une telle vacuité politique, significatif de l'inexistence d'une politique française et européenne positive et à la hauteur de l'enjeu. Car il faut bien constater l'épuisement de ce discours, qui cache aujourd'hui une véritable démission politique.

On voit bien qu'il faut redéfinir complètement les moyens et les stratégies pour en sortir. On ne peut plus accepter cette configuration consternante dans laquelle Israël fait financer ses guerres et sa supériorité militaire par les États-Unis, et fait payer son occupation des terres de Palestine par les Européens. On ne peut plus continuer comme cela. On ne peut plus faire comme si on ne voyait pas la stratégie mise en œuvre de façon volontariste par les dirigeants de Tel Aviv depuis le début des années 2000 avec Ariel Sharon et ceux qui lui ont succédé. Cette stratégie n'a rien à voir avec la recherche d'un compromis territorial quelconque. Elle se décline en 3 dimensions: d'abord la colonisation accélérée des terres palestiniennes; ensuite la séparation afin d'isoler Gaza, concentrer la population palestinienne de Cisjordanie dans des enclaves, morceler le territoire par un réseau de routes et de tunnels reliant les colonies; enfin, la domination pour briser toute résistance à l'occupation et dans une vision de plus long terme, faire reculer par la force toute conscience politique nationale palestinienne, tout ce qui peut cristalliser l'idée et l'espoir d'une Palestine indépendante. C'est la mise en œuvre de cette stratégie qui a fini par achever Oslo et le processus de paix.

On a donc atteint un point de non-retour, une limite.

Cependant, la stratégie israélienne a elle aussi atteint une limite. Cette limite, c'est Gaza. Il y a un avant et un après Gaza.

La guerre israélienne contre le peuple palestinien à Gaza revêt d'abord un aspect humain tragique. C'est plus de 1400 morts dont une forte majorité de civils, notamment, de femmes et d'enfants. C'est ce qui se produit lorsque l'on bombarde des villes, des villages, des maisons d'habitation, des écoles, des services publics... Le rapport Goldstone, qui n'épargne pas le Hamas dans ses sévères accusations, fait le constat rigoureux de ce qu'il identifie, de la part d'Israël, comme des crimes de guerre voire des crimes contre l'Humanité. Celles et ceux, notamment de nombreux responsables et élus communistes, qui se sont rendus à Gaza il y a un an, dès

la fin de l'agression, ont pu voir, entendre, pour témoigner ensuite de ce qui s'est passé, avec force.

Gaza fut une horreur. Il est normal que ceux qui ont commis des crimes de guerre soient condamnés, par exemple par la Cour pénale internationale, comme le demande le rapport Goldstone. Mais ce qui s'est passé marque aussi un tournant politique. Les crimes commis sont d'une telle ampleur que les dirigeants israéliens, aux yeux des opinions publiques française et européenne en particulier, ont singulièrement perdu de leur crédibilité. La politique israélienne est mise en cause dans sa légitimité.

Après le vice-premier ministre Moshe Yaalon (pour des faits remontant à 2002), c'est Ehud Olmer puis Tzipi Livni, respectivement ministre de la défense et ministre des Affaires étrangères sous Ehud Barak, qui ont risqué de se faire arrêter à Londres, en vertu de la compétence universelle des tribunaux britanniques, pour leur responsabilité directe dans les crimes de guerre qui ont été commis.

Autre exemple: la cour d'appel de Versailles a confirmé récemment la compétence du Tribunal de Nanterre concernant la procédure engagée par l'Association France-Palestine solidarité contre Véolia Transport, Alstom et Alstom Transport concernant la construction et l'exploitation d'un tramway en Cisjordanie. Cet acte judiciaire donne raison à celles et ceux – nous en sommes – qui refusent la construction d'un tramway colonial à Jérusalem.

L'impunité et le mépris du droit commencent donc à sensibiliser bien des esprits. L'agression israélienne à Gaza et ses conséquences sont, de fait, incompatibles avec l'esprit et la lettre de l'accord d'Association Union européenne/Israël dont l'article 2 stipule, comme une exigence, le respect des droits humains.

La volonté européenne consternante d'un rehaussement du statut d'Israël dans le cadre de cet accord – pour rapprocher l'État israélien du statut de quasi-membre de l'Union – montre le chemin à parcourir encore. Mais cela révèle avec force l'incohérence des Européens et cette lâcheté manifeste qui permet qu'on ferme les yeux devant l'inacceptable quand celui-ci est perpétré par un allié privilégié. Comment se présenter, en même temps, et sans rougir, comme le meilleur partenaire des Palestiniens?



Gaza fait éclater la question de l'impunité et des droits humains. Monsieur Raji Sourani, juriste, directeur du Centre palestinien pour les Droits de l'Homme, récemment de passage à Paris, a déclaré, en substance, lors d'une Conférence de presse : « La lutte pour les droits humains, ce n'est pas quelque chose d'abstrait, ce n'est pas un objet de réflexion intellectuelle. On parle de personnes concrètes, de la vie de citoyens... Le rapport Goldstone, c'est une feuille de route, une base d'action pour la solidarité, pour l'état de droit, contre l'impunité ».

On peut affirmer, en quelque sorte, que le droit... c'est la force de ceux qui agissent pour la justice. Et cette force là sera déterminante. Il s'agit en effet de tous les droits: les droits nationaux du peuple palestinien; le droit international et les droits humains. C'est une autre façon de souligner l'universalité et la légitimité qui s'attachent à la question de Palestine. Dans la bataille qui s'ouvre pour une refondation du cadre et des moyens d'une solution politique, le respect et la réalisation de ces droits doit prendre une place essentielle.

Que faut-il faire? D'abord, traiter les urgences, exiger en particulier la levée du blocus inhumain de Gaza. C'est ce que demande d'ailleurs le rapport Goldstone. C'est ce qu'ont exigé les participants à la «Gaza Freedom March» au Caire, il y a quelques jours. Quels que soient les problèmes politiques posés et le jugement critique que l'on peut avoir sur la politique du Hamas, nous devons exiger la levée sans condition de ce blocus injustifiable et inhumain.

Ensuite, agir pour l'implication directe des pays membres permanents du Conseil de Sécurité, réunir par exemple une Conférence internationale, pour ne pas laisser Israéliens et Palestiniens dans un face à face déséquilibré. Comme la sécurité, la paix est une responsabilité collective. Redéfinir le chemin pour y parvenir dans ce contexte de crise est une priorité. Il faut sortir de l'impasse terrible où a conduit la stratégie israélienne et offrir un espoir à chacun des peuples concernés, le peuple palestinien naturellement, mais aussi les citoyens d'Israël auxquels les dirigeants politiques n'ont offert depuis des années que la surenchère nationaliste et des pratiques d'apartheid qui n'ont fait qu'alimenter les tensions et la violence. Le soutien permanent et actif aux progressistes, aux anti-colonialistes israéliens est donc de la première importance.

Enfin, avec cette volonté de reconstruire un chemin pour la paix et la justice, notre parti s'engage dans une campagne unitaire pour l'application de sanctions, ciblées contre la politique de colonisation israélienne. Des sanctions, comme la suspension de l'accord Union européenne/Israël ou des mesures de boycott et de désinvestissement (par exemple dans le cas du tramway colonial), sont des moyens, et non des fins en soi, pour contraindre les dirigeants israéliens à l'application des résolutions des Nations unies. Il s'agit de montrer une détermination collective à obtenir des changements

convaincants de la politique israélienne et à ne plus tolérer l'impunité.

Chers-ères ami-e-s et camarades,

Il serait inutile et même contre-productif de masquer la gravité de la situation de crise au Proche-Orient. Une crise d'autant plus complexe qu'elle est liée à l'ensemble des autres enjeux de confrontation régionaux.

Mais il faut bien mesurer et faire mesurer la portée de l'enjeu et la nature de l'alternative devant laquelle chacun se doit maintenant de choisir : soit les principales puissances, en particulier les États-Unis, les Européens et notamment la France, acceptent la possibilité et la perspective de nouveaux désastres, voire d'une crise majeure, et tout est possible. Soit l'exigence de la responsabilité collective commence à l'emporter dans l'esprit d'une solution juste et durable... Cela dépend en partie de nous, de l'effort que nous ferons, avec tant d'autres, pour contribuer à traduire l'émotion et l'indignation en actes politiques de solidarité, de sensibilisation, d'explication, de mobilisations, partout où c'est possible, nécessaire et le plus souvent très attendu.

La question de Palestine est dans l'actualité, dans les têtes, dans les préoccupations politiques. Elle doit s'intégrer naturellement dans notre action. Aller en Palestine et en Israël est une expérience irremplaçable et utile. Je veux remercier tout particulièrement l'ANECR, nos élus, Fernand Tuil et son Association qui prennent beaucoup d'initiatives dans cet esprit. Pour n'en mentionner que deux, mais parce qu'elles ont représenté des moments d'émotion forte et des moments politiques importants, rappelons la délégation des 108, en février 2009, après la guerre de Gaza, et la délégation des 45 femmes parties le mois dernier. Sachez, d'ailleurs, qu'une délégation de 45 femmes au moins, venant de Palestine, d'Israël et des camps de réfugiés au Liban, viendront en France début mars. Ces échanges sont des voies d'action politique, de solidarité bien entendu, mais aussi véritablement un levier d'intervention.

Intervenir sur cette question de Palestine, c'est intervenir sur le monde d'aujourd'hui, sur nos valeurs, sur notre vision des relations internationales. Cela fait partie de notre combat.

Alors, plus que jamais, pour la paix et la justice, Palestine-Solidarité!



photos: Patrick Nussbaum

**vidéo de la soirée : intégralité des interventions**

[http://www.dailymotion.com/playlist/xl7m22\\_cn-pcf\\_xchange\\_renc-inter-pcf-xx012010](http://www.dailymotion.com/playlist/xl7m22_cn-pcf_xchange_renc-inter-pcf-xx012010)